

la Lettre du Hérisson

LH N° 234

> JUILLET 2009

PICARDIE NATURE

BP 50835 - 80008 AMIENS cedex 1

Tél. 03 62 72 22 50

www.picardie-nature.org

Mer & littoral, FNE veille sur eux !

Le bilan du Grenelle de la Mer

Grands Ports Maritimes & espaces naturels

Eaux de baignade : Surfrider Foundation publie son rapport



Et aussi :

- > Climat : la contribution de FNE
- > Bois illégal : pour une loi européenne décisive
- > Uminate devient FNE Midi-Pyrénées



RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE DEPUIS 1976

Pieds dans le sable et pavé dans la mer



© Sébastien Godefroy

dans ce numéro...

A LA UNE

MER & LITTORAL, FNE VEILLE SUR EUX !

Sauver les mers, un formidable défi à l'égard du dérèglement climatique > P.4

GRENELLE DE LA MER

En attendant les vives eaux... > P.5
Réactions des participants > P.6

Les grands ports maritimes changent leur nom... et leurs pratiques ? > P.8

Brèves > P.10

P ORTRAIT

Jean-Pierre Raffin > P.3

A CTUALITÉ

Brèves > P.12

Flamanville : notre recours est rejeté, notre détermination reste intacte > P.14

Bois illégal : FNE se mobilise pour l'adoption d'une loi européenne décisive > P.15

La nature n'a pas de valeur. Et si nous lui en donnions une ? > P.16

Succès croissant pour la fête de la Nature ! > P.17

Grenelle des ondes : le rapport final, un simple point d'étape > P.18

UMINATE devient FNE midi-pyrénées > P.18

C LIMAT

Stockage carbone : la stratégie des shadoks > P.19

Contribution Climat Energie : FNE contribue à la contribution > P.20

B IODIVERSITÉ

Tension en haute savoie > P.22

Le soleil brille, le ciel est bleu et la marée est verte. Allongé sur votre serviette, un mégot vient se nicher entre vos orteils. La brise soulève les sacs plastiques. Carte postale d'un après-midi de juillet en bord de plage... Chaque été, la pollution maritime nous saute aux yeux. Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. Mers et océans subissent bien plus que ce que nous voyons. Il est grand temps de mettre en place une politique de sauvegarde efficace de l'environnement marin.

En métropole comme en Outre-Mer, France Nature Environnement et ses associations se mobilisent tous les jours de l'année pour les mers et les océans. Lors du Grenelle, elles ont redoublé d'énergie. Au cours des 800 heures de débat, ses treize représentants ont été reconnus et écoutés.

Nous avons pourvu nos quatre sièges pour l'Outre-Mer, et nos représentants sont parvenus à faire prendre en compte de très nombreuses propositions. Nous avons notamment largement contribué à celles qui concernent Mayotte. Aujourd'hui, le réseau outre-mer de FNE se retrouve autour de projets communs et de problématiques particulières : la mangrove, les récifs, les lagons, le corail, les énergies renouvelables, le changement climatique et autres risques naturels, l'application de la Loi littoral.

Venus de tous les horizons géographiques comme professionnels, militants et experts, les membres des associations de FNE ont su faire la preuve de leur capacité d'expertise. Sur chaque thématique, des aquariums aux macro-déchets, sur les conditions de travail en mer, nous avons ainsi pu faire valoir nos points de vue. Notre ancrage dans les territoires et notre diversité nous ont permis d'aborder chaque thématique sans craindre le naufrage.

Pavé dans la mare, notre plateforme commune avec les syndicats de pêcheurs a permis d'enclencher de nouvelles discussions. Tout en délivrant des contributions saluées pour leur sérieux, nous sommes restés fidèles à notre rôle de poil à gratter. Force de proposition, FNE a été une force de contradiction face aux différents lobbies de la mer.

Mais l'avenir des océans reste sombre et, en dépit de ces négociations, nombre de points restent en suspens. Plus que pour n'importe quel autre enjeu environnemental, les négociations internationales sont essentielles. Directives européennes, chasse à la baleine, Arctique, réforme de l'Organisation Maritime Internationale, les dossiers ne manquent pas. Nous ne pourrions pas oublier les mers et les océans : l'épuisette une fois rangée.

Jean-Pierre Raffin, le militantisme durable

par Gaëlle Chassang

Ancien Président de FNE, Jean-Pierre Raffin continue de militer pour la défense de l'environnement et la protection de la nature. Toute une vie au service de la protection de la nature. Portrait.

Jean-Pierre Raffin n'est pas un retraité comme les autres : après des années de bénévolat pour France Nature Environnement, il continue de s'investir auprès de la fédération en retraçant sa mémoire. Dans son bureau de Paris 7, des trésors. Il conserve soigneusement toutes les archives et l'histoire de FNE : comptes rendus de réunions, premières publications, photos, sondages des années 60 à aujourd'hui se côtoient dans une profusion de rayonnages.

Il faut dire que son amour pour la nature ne date pas d'hier. Pendant la guerre, enfant, il vit avec sa mère en Savoie, où il découvre les animaux et les plantes. Dans les années 50, il revient à Paris, et a la chance d'habiter une maison avec jardin. « Je me souviens des antennes en bambou de la TSF », se rappelle-t-il avec émotion, « les oiseaux s'y posaient et tambourinaient dessus avec vacarme ».

Ses premiers pas de biologiste se font à travers les livres de la collection « Les Beautés de la Nature » que lui a offert son oncle. Il passe tous ses jeudis au Muséum d'Histoire Naturelle aux côtés du Pr Jacques Berlioz, conservateur des mammifères.

C'est sa lecture de l'Homme et la Nature de Michel-Hervé Julien qui achève sa maturation et lui fait prendre conscience de sa volonté de devenir militant.

Fin des années 60, la lutte pour la protection de la nature devient une préoccupation de premier plan en France. Entre 1969 et 1971, Jean-Pierre Raffin s'investit dans la mobilisation pour la sauvegarde du Parc National de la Vanoise, et n'arrêtera plus son combat. La campagne de la Vanoise a cimenté durablement l'action associative. FNE se dote d'un programme national et Jean-Pierre s'engage dans la fédération comme Secrétaire national pendant dix ans avant d'accéder à la présidence. De cette expérience, il garde un souvenir riche en échanges humains et moments

passionnés. Il a l'idée du logo hérisson en 1979 après une visite de Michel d'Ornano, alors ministre de l'environnement qui souhaite que FNE soit « l'aiguillon vigilant de l'action administrative » : un petit animal qui se hérisse s'il n'est pas d'accord, mais qui, lorsqu'il est caressé dans le bon sens, ne pique pas.

Toutefois, son engagement environnemental ne se limite pas à l'associatif. En 1989, il se présente aux élections européennes et est élu eurodéputé pour la liste des Verts. « Mon engagement politique n'a causé aucun problème aux gens de FNE. Les Verts recherchent souvent des personnes qui ne sont pas forcément de leur parti, mais qui sont issus du mouvement associatif, et dont la réflexion est proche de la leur », confie-t-il. Pourtant, l'ex-président de FNE ne souhaite pas prolonger l'expérience au-delà d'un mandat.

« Je trouve normal que tout citoyen fasse un jour partie d'une liste pour une circonscription, mais sans que cela devienne pour autant une profession. Pour ma part, un mandat électoral m'a suffi amplement et je souhaitais retrouver mes activités initiales. »

En 1986, son militantisme trouve un prolongement naturel dans la création d'un DESS Espaces & Milieux : une filière universitaire, fruit de la volonté conjugée d'un biologiste et d'un géographe, pour faire progresser les études croisées dans la connaissance et la gestion des risques naturels.

A l'heure actuelle, Jean-Pierre Raffin continue ses actions associatives bénévoles, tant pour FNE sur les dossiers OGM que pour Pax Christi, où il participe à la diffusion des idées de développement soutenable dans les milieux catholiques qu'il juge en retrait sur la question. Bref, une vie dédiée à la cause écologique.

3

MER & LITTORAL, FNE VEILLE SUR EUX !

SAUVER LES MERS, UN FORMIDABLE DÉFI À L'ÉGAL DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

par **Christian Garnier**, Vice-président et coordinateur de FNE au Grenelle de la Mer

S'émouvoir à chaque marée noire ou à la vue de nos plages jonchées de déchets en toute saison, ne suffit plus. L'avenir de la Terre, notre avenir, est intimement lié au sort des mers et des océans. Empêcher l'altération des mers, restaurer leurs fonctionnalités, devient un défi aussi urgent que la lutte contre le dérèglement climatique.

La mer, ultime réceptacle de toutes les pollutions terrestres et atmosphériques, ne peut plus supporter des rejets massifs et de plus en plus sournois : acidification par le CO₂, plastiques en décomposition, pesticides, détergents, engrais, métaux lourds, radioéléments, substances médicamenteuses, toxiques divers, nanoparticules...

L'ensemble de la vie marine subit de plein fouet une surpêche quasi généralisée et des bouleversements physiques de plus en plus étendus : déversements d'égout, déchets jetés à la mer, chalutage labourant les fonds, extraction de matériaux, pollution acoustique par explosions, sonars... A quoi s'ajoutent de nouvelles menaces. De la course au gigantisme des bateaux à l'ouverture des zones libérées des glaces, en passant par l'exploitation des eaux profondes, sur la bande côtière et autour des îles, la pression devient maximale.

LE CHIFFRE :

La France se place au second rang mondial en surface maritime grâce à l'Outre-Mer, qui représente 97 % des eaux françaises et 10,6 millions de km².

Les mers et les océans sont en péril. Une ressource alimentaire et biologique de premier ordre est compromise tout autant que la capacité des océans à amortir la rupture climatique. Les conséquences écologiques, économiques, sociales et politiques pourraient s'avérer désastreuses. La France est singulièrement exposée, et en charge de responsabilités.

Garde-manger, nouvelle frontière, et « assurance-survie », tels sont les nouveaux enjeux des mers et des océans. Ils représentent un potentiel gigantesque, en termes de progrès des connaissances, d'activités humaines, de production d'énergie et de ressources de toutes sortes.

Par son combat permanent en faveur de la protection du littoral, de la faune et des milieux marins, de la lutte contre les pollutions marines et les marées noires, FNE et ses associations ont déjà beaucoup œuvré. Porteuse de très nombreuses propositions, au niveau national, européen, mais aussi international, la fédération a saisi l'opportunité du Grenelle de la Mer pour pousser de toutes ses forces à l'indispensable changement de cap.

UNE SAUVEGARDE EFFICACE EXIGE...

- Un esprit de précaution et d'innovation
- L'invention de nouveaux modèles d'exploitation, d'usage, et de consommation, plus responsables et plus équitables, ainsi que la généralisation du principe pollueur-payeur.
- Des mesures spécifiques pour les régions littorales de grande pauvreté.
- Des conditions de travail décentes sur mer et dans les ports.
- De la volonté et la fin de la loi de la jungle au profit d'une situation de droit juste et équitable.
- L'implication de tous les acteurs politiques, économiques et sociaux et des individus, citoyens et consommateurs.

EN ATTENDANT LES VIVES EAUX...

par **Denez L'Hostis**, Pilote de la mission Mer de FNE

Au terme de la première phase du Grenelle de la Mer, 500 propositions ont été formulées par les quatre groupes de travail. Au-delà du chiffre, impressionnant, plusieurs constats se sont imposés.

La « méthode Grenelle », la gouvernance à 5 collèges, est performante et créatrice dans l'expression et le débat. En deux mois et demi, une profusion de contributions a émergé. Malgré les visions différentes, voire antagonistes des cinq parties, des recherches de compromis ont été tentées et des échanges féconds ont eu lieu.

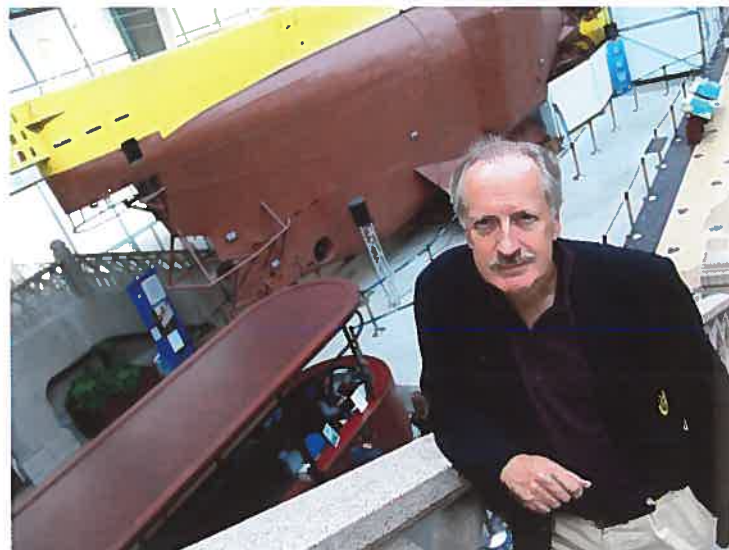
FNE a mobilisé ses membres et construit sa représentation avec les associations directement concernées. Les associations Bretagne Vivante (SEPNB), URVN (PACA), Naturalistes de Mayotte, ASSAUPAMAR, LPO, Umivem et Surfrider Foundation Europe ont siégé aux tables de concertation. FNE a présenté des propositions innovantes* dans de nombreux domaines, comme la gouvernance, la pêche, la protection des milieux ultramarins, l'éducation à la mer...

UN ACCORD AVEC LES SYNDICATS POUR UNE PÊCHE DURABLE

Avec la CGT et la CFDT, puis avec la CGC, nous avons signé un accord sur une pêche durable**. Nous n'avons pas pu en revanche trouver d'accord sur certains aspects, comme le moratoire sur la pêche au thon rouge. Nous regrettons profondément que certaines organisations considèrent la législation actuelle comme une législation « durable » ! Des aspects essentiels ont été repoussés à des assises concurrentes de la pêche (et nous ne savons toujours pas si nous serons associés au débat, ni comment).

UNE BIODIVERSITÉ MAL CONNUE

La recherche et la connaissance de la biodiversité marine sont le socle d'une véritable politique de la mer en France. Mais dans un contexte de crise, il n'a pas été facile d'aborder les questions environnementales. Ce défi appelle des moyens financiers pour la recherche. Nous risquons d'être cruellement déçus par les engagements de l'Etat. Toutefois, nous saluons l'accord général sur la co-construction des connaissances en matière de biodiversité, la remise en cause de la gratuité des services rendus par la biodiversité et les écosystèmes, et la reconnaissance d'une protection accrue de la nature et de l'environnement en Outre-Mer. Des négociations ont eu lieu de manière plus confidentielle afin de peser sur les choix définitifs. Les intérêts que nous avons défendus se sont souvent heurtés à ceux du Medef ou des industriels des granulats. Nous avons par ailleurs



demandé l'accélération des clôtures des concessions d'extraction de maërl (ruban d'algues et de débris sur les plages), sans accord explicite du groupe de travail. Enfin, Edf en mettant en avant son souci pour les énergies marines a permis d'escamoter le débat autour du développement des centrales nucléaires en bord de mer en France...

TRANSPORTS : DES PROGRÈS INSUFFISANTS

En matière de transport maritime, les progrès ont été insuffisants : les parties n'ont pas assez affirmé la nécessité de renforcer les moyens de surveillance, la course au gigantisme des navires n'a pas été freinée (même si un COMité OPérationnel sur « les gigantismes », incluant méga-navires et méga-camions, devrait s'ouvrir en septembre) et l'affirmation du principe « pollueur-payeur » insuffisamment relayée. Mais malgré l'opposition du MEDEF, nous avons pu soutenir la nécessité d'augmenter le fond d'indemnisation du FIPOl et de refondre son mode de fonctionnement. Une mission parlementaire doit faire le point sur le dispositif et ses failles.

Nous n'avons pas pour l'instant le sentiment que les mesures soient à la hauteur de ces défis environnementaux, économiques et sociaux. Il est très difficile d'obtenir des montants financiers et des calendriers. Nous attendons désormais les propositions présentées lors de la table ronde finale.

* A ce titre, consulter le dossier de presse du 8 juin 2009 :

http://www.fne.asso.fr/com/cp/dossierpresse_grenellemer.pdf

** Voir communiqué de presse du 19-05-09



« Partager la passion de la mer », un titre bien consensuel pour des acteurs aux intérêts à première vue divergents. Les quatre réunions de travail du groupe 3 auront eu le mérite de dégager un consensus sur la nécessité de faire rentrer la mer dans les écoles et de reconnaître la vision d'une France « archipel ». Les travaux du groupe ont permis a minima l'établissement d'un bilan des bonnes pratiques que pourront se réapproprier les acteurs présents, si jamais les pouvoirs publics et les Comop n'atteignent pas les ambitions initiales. Un regret cependant dès aujourd'hui, l'absence à la table du Secrétariat d'état à la jeunesse et au sport, alors que le rôle éducatif des encadrants des pratiquants d'activités nautique ne fait plus débat. »

Mathieu Bergé,
Surfrider Foundation Europe



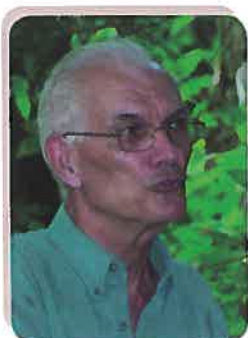
« Nous avons eu l'impression que l'Outre Mer était pour le moins sous-estimé. Les préoccupations développées concernaient les seules réalités maritimes européennes. Il nous semblait que l'orientation initiale reproduisait une conception européenne du monde en totale contradiction avec l'idée du développement durable. Pourtant, les surfaces « Outre Mer » représentent 97% des espaces maritimes français renfermant une biodiversité exceptionnelle. On attendait donc que cet espace soit au centre du débat. Certes, les contributions de notre association ont permis de mettre en évidence ces insuffisances, ce qui a débouché sur la prévision d'une journée et d'une mission Outre Mer. Dans les faits, cette journée a été réduite à une séance de 2 heures au cours de laquelle le rapport de la mission Outre-mer a été distribué sans lecture ni débat. »

Arthur Trebeau,
Président de l'ASSAUPAMAR



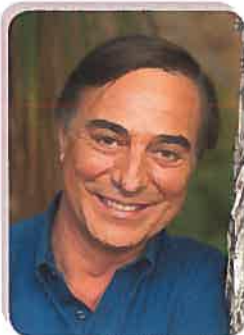
« Il était plus que temps de remettre au centre de la stratégie marine de notre pays les DOM-COM qui représentent 97% du domaine maritime français et 80% de la biodiversité de la France. La priorité est d'abord de protéger cette riche biodiversité, notamment les récifs coralliens, les mammifères marins, les mangroves qui jouent un rôle irremplaçable dans l'écosystème terre-mer. On ne pourra y parvenir qu'en associant les populations locales qui doivent pouvoir continuer de tirer profit des activités marines. »

Michel Charpentier,
Président des Naturalistes de Mayotte



« Alors qu'historiquement la France a préféré le « labourage au pâturage », le temps est enfin venu de se tourner vers la mer. Un océan d'inconnu et de potentialité s'offre désormais à nous. Mais une certitude nous a guidés lors de ce Grenelle de la mer : la conscience de la nécessité et de l'urgence à protéger un milieu aussi gigantesque que fragile. L'exercice se révélera probablement plus complexe que durant le Grenelle de l'environnement. Les tempêtes d'arguments, parfois contradictoires, seront au rendez-vous, mais l'initiative de ce Grenelle de la mer, voulu par le MEEDDEM, doit conduire à l'indispensable respect que nous devons aux deux tiers délaissés de notre planète »

Allain Bougrain Dubourg, LPO



« Nouvelle politique, nouvelle éducation, nouvelle vision des métiers de la mer et un réseau des réseaux pour échanger. Nos idées à tous ont su trouver une formulation consensuelle valorisante, innovante et un tantinet révolutionnaire pour changer le regard quotidien que nous portons sur les mers et le littoral. Nous sommes passés de la dénonciation des faits, étape conflictuelle, aux sondages et aux consultations qui nous ont menés au dialogue et enfin à la négociation et la co-construction du rapport. Reste qu'à la lecture du rapport final, on peut se demander si nous avons été convoqués pour construire l'avenir de la mer ou pour justifier des projets préconçus ? Affaire à suivre. »

Pierre-Yves Bouis,
membre de Bretagne Vivante



« Après le dur Grenelle de l'environnement, embarquer pour celui de la Mer paraissait simple. Pas de mer sans surprises ! De nouveaux acteurs, les uns habitués à la discipline régalienne, les autres au laisser-faire et à la cogestion, ont dû sortir de l'entre-soi. Cela n'a pas empêché des échanges très denses ! Dans un délai infernal, FNE a été capable de construire un ensemble de propositions remontant de la profondeur du mouvement, dont la richesse a été unanimement saluée. Il ne faudra pas gâcher ce capital ! »

Christian Garnier,
Vice-président de France
Nature Environnement





« Un port vert pour un navire vert, voilà un défi qui était à relever. Pas évident de faire émerger les nécessaires protections plutôt que les potentiels d'exploitations. Personne ne voulait entendre parler de préjudice écologique ou d'étude d'impact indépendante pour le milieu marin. En revanche, en matière de gouvernance, des horizons nouveaux se sont ouverts : la gestion de la haute mer, la création d'un corps de « garde-côte », une tarification des usages de la mer, la signature des conventions internationales... Nous attendons la prochaine marée législative pour voir si la pêche a été bonne et si de vraies propositions se seront prises dans nos filets. »

Antidia Citores,
Surfrider Foundation



« Dans les propositions encadrées du groupe 3, donc jugées prioritaires par nos rapporteurs, à part l'agence « Archipel France », on ne retrouve pas formellement les outils indispensables pour atteindre nos objectifs mais plutôt un catalogue de nouveautés : nouvelle agence, nouvelle instance type Ifremer, Maison de la mer, Sea orbiter... soit 4 propositions sur les 6 prioritaires qui représentent tout ce que nous redoutions : des usines à gaz pour satisfaire quelques égos et quelques industriels. Où est donc passée la prise en compte d'un existant imparfait qu'il nous appartient d'améliorer et de faire évoluer ? Cette notion essentielle de mutualisation et de mise en réseau a disparu et c'est bien dommage. Pourtant le catalogue des bonnes mesures est fait, seules les priorités ont changé entre-temps. »

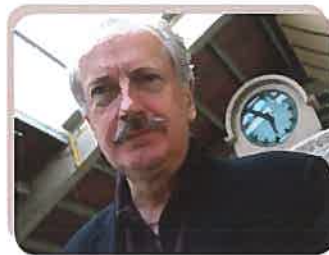
Elodie Matinie-Cousty,
membre de UMIVEM

« Le peu d'engouement du public et des médias pour ce Grenelle de la mer est-il symptomatique d'un Grenelle de la mer mou ? D'un manque de volonté politique de développer un projet maritime ambitieux et durable à la hauteur de ce que devrait être la politique de la deuxième nation maritime mondiale ? On aurait pu s'attendre à de vifs débats mais il a plutôt régné une ambiance de médiation. Par contre, on est loin de la « rupture » demandée initialement par le Ministre. Seules les mesures concrètes qui découleront des engagements permettront à Surfrider de dire si nos efforts seront récompensés. Les compromis ne peuvent pas être nos seuls ambitions. Le combat continue pour une mer vivante alors que l'urgence écologique est de plus en plus forte. Nous restons donc inquiets, vigilants et mobilisés. »



Cendrine Templier,
Directrice adjointe de Surfrider Foundation Europe

RÉACTIONS DES PARTICIPANTS

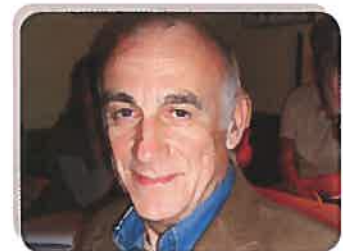


« Lors d'une concertation de ce type, nos nombreux « opposants » (des milieux industriels notamment) ont enfin la possibilité de voir, en chair et en os, ces hommes et ces femmes qu'ils fréquentent peu ou pas du tout. C'est l'occasion de voir que notre positionnement est le fruit d'expériences de terrain concrètes et diversifiées. De fait, ils n'ont pas cette même vision globale et globalisante que nous avons souvent. De cette confrontation, peuvent naître des débats enrichissants. Ainsi, le représentant de DCNS* a sans doute plus discuté avec les ONG pendant ces quelques semaines que pendant toute sa vie professionnelle ! Alors que nous sommes souvent perçus comme des désinvoltes et des utopistes (voire des « terroristes » comme l'a souligné le Président d'une très grosse association de plaisanciers dans une lettre qui a largement circulé !), le sérieux de notre travail, voire notre professionnalisation, a impressionné plusieurs de nos interlocuteurs qui oublient souvent que nous sommes, « dans le civil », des chercheurs, des ingénieurs, des enseignants, des chefs d'entreprises... « Responsables » simplement parce que nous raisonnons sur le (très) long terme... »

Denez L'Hostis,
pilote de la mission Mer
de FNE

« Tous les membres du Groupe 1 ont apprécié le climat d'écoute et de respect qui a entouré nos travaux tout au long des 6 journées. La recherche honnête et permanente du consensus par le Président Bignon y a été sans doute pour beaucoup ; c'est la confirmation qu'on peut dans notre pays mettre des intérêts au départ assez divergents autour d'une table pour travailler de façon constructive. Mais après ce constat réjouissant, je crains que la retombée sur terre soit dure au moment du bilan des décisions et du passage à l'acte ! Pour preuves la mollesse apparue après coup dans la formulation de certaines propositions et le grand silence sur les financements. Les corporations se seraient-elles réveillées et la politique politicienne aurait-elle déjà repris la main ? »

Hervé Le Strat,
administrateur
de Bretagne Vivante



* DCNS : entreprise spécialisée dans les systèmes navals de défense

LES GRANDS PORTS MARITIMES CHANGENT

La démarche environnementale des Grands Ports Maritimes reste à construire. Les orientations et perspectives de développement sont envisagées principalement à travers la concurrence économique et ne comporte que des déclarations d'intention en matière d'environnement au sein des projets. Depuis la réforme introduite par la loi du 4 juillet 2008, les Ports Autonomes deviennent des Grands Ports Maritimes dotés de nouvelles attributions en matière d'environnement. Des aménageurs industriels gestionnaires d'espaces naturels, cela laisse songeur...

UN ENTERREMENT DE 1^{ÈRE} CLASSE POUR DONGES EST!

par **Hervé Le Strat**, administrateur de Bretagne Vivante

Il nous aura fallu plus de 20 ans de combat acharné pour obtenir l'abandon du projet d'extension du port de Nantes – Saint-Nazaire à Donges. L'issue de la bataille a longtemps été indécise depuis les premières actions en justice à la fin des années 80 jusqu'au jugement de la Cour Administrative d'Appel de Nantes du 5 juin annulant l'arrêté préfectoral autorisant les travaux. Et le Conseil de Surveillance du Grand Port Maritime l'a envoyé aux oubliettes lors du vote de son projet stratégique le 12 juin dernier.

C'est donc une double victoire pour les associations. Il ne reste plus au Ministre des Transports qu'à signer le permis d'inhumer de ce néfaste projet. Ce sont près de 3km de rives naturelles qui vont être sauvées du béton et 700 ha préservés d'une artificialisation nuisible.

Mais cette décision ne signifie pas l'arrêt des projets d'extension du Grand Port de Nantes-Saint-Nazaire. En effet le plan stratégique du port met la priorité sur le développement du trafic conteneurs avec pour objectif de passer des 150 000 « boîtes » actuelles à 1 million par an en 2020. Pour cela le port a choisi de s'agrandir en aval de l'estuaire de la Loire pour accueillir des navires de 15 mètres de tirant d'eau contre 11 mètres aujourd'hui.

Il ne faut donc pas baisser la garde et nous continuerons de veiller à ce que les futurs projets ne s'inspirent pas de leur aîné mort-né mais qu'ils s'inscrivent dans une politique globale de transport durable tant maritime que terrestre.

Maintenant est venu le temps de la reconstitution des espaces inutilement remblayés (vasières, roselières, marais, lagunes...) pour retrouver toutes les fonctionnalités écologiques de l'estuaire et améliorer la qualité de l'eau. Nous attendons un engagement fort de l'État dans le futur programme de restauration de la biodiversité.

Une véritable protection pérenne de l'estuaire de la Loire ne peut passer que par la reconnaissance de son patrimoine naturel exceptionnel. Pour nous, c'est d'abord au niveau national, la création d'une Réserve Naturelle puis au niveau mondial, le classement en espace de biosphère UNESCO.

Nous croyons savoir que la première idée fait son chemin dans l'esprit de Jean-Louis Borloo. Ce serait de bon augure et cela s'inscrirait bien dans la ligne du plan « France - Estuaires 2015 » que nous avons proposé dans le cadre du Grenelle de la Mer.



© charlidoudiou

LEUR NOM...ET LEURS PRATIQUES?

LE PORT DE MARSEILLE, IKEA ET LA BIODIVERSITÉ...

par **Nathalie De Stefano**, chargée de mission de l'URVN

Alors que la loi du 4 juillet, donne au GPM de Marseille, de nouvelles responsabilités en ce qui concerne la préservation de l'environnement, l'URVN s'inquiète des conséquences d'une gestion non concertée des espaces naturels comme le démontre le dossier « IKEA ». Explications.

FNE et le réseau URVN en PACA avaient alerté les députés et sénateurs de la nécessité d'associer les APNE à la gestion des espaces naturels complexes et riches tels que, pour le Port de Marseille, l'habitat unique du Coussoul de Crau et les zones humides de prolongement de la Crau.

Outres les problèmes de fonctionnement très éloignés de la gouvernance à 5 (le collège des APNE ne compte que 3 voix sur 40 au total) et du principe de transparence (problème de communication des données et de leur accessibilité), les projets de centrale à charbons dites propres ou encore le constat de l'augmentation des investissements dans le trafic routier et non dans les transports propres tels que le frets, le ferroviaire, le fluvial et le cabotage entraîne de vives remarques de la part de notre fédération. L'absence de prévention et de vision globale du risque et de ses impacts tant sur les biens, les personnes que sur la nature démontre les insuffisances du projet stratégique du GPM.

En effet, l'URVN soutenue tant par sa fédération nationale que par ses associations départementales et locales veille à la mise en oeuvre d'une réelle politique globale et concertée de développement durable au sein de la zone industrialo-portuaire. Elle propose notamment la mise en place d'un « contrat de territoire durable ». Démarche qui comporte des engagements financiers fermes, déclinés à en plans d'actions annuels précis.

QUAND LES PLATEFORMES LOGISTIQUES MENACENT LA BIODIVERSITÉ

En PACA, nos craintes furent d'autant plus grandes lorsque les projets de plateformes logistiques (telles que celle d'IKEA), très consommatrice d'espaces, ont vu le jour sur la zone de la Feuillane du port. Espace particulièrement riche en biodiversité (présence de plusieurs espèces protégées emblématiques de la région telles que le lézard ocellé ou l'orchidée de Provence et l'orchidée des marais), jouant un rôle fonctionnel entre la Crau sèche et la Crau humide avec ces boisements de chênes verts, ces prairies humides, ces mares temporaires et ces pelouses xériques, en continuité directe des zones humides appelées « Marais des Grands Paluds ».

En 2007 les associations du réseau avaient alerté le Conseil National de la Protection de la nature sur l'insuffisance de l'étude d'impact et l'absence de mesures compensatoires suffisantes.

Lors des, vaines négociations, entreprises avec notre association locale NACICCA, les gestionnaires du port et les responsables d'IKEA, une proposition nous a marqué : la possibilité de créer une réserve naturelle. La proposition fut très bien accueillie jusqu'à ce que le Port explique qu'il serait lui seul gestionnaire de la réserve...cela ne ressemblerait-il pas à de la publicité verte? Soldé par un échec, les négociations se terminent par un contentieux, toujours en cours, pour destruction d'espèce protégées sans autorisation.

Nos inquiétudes subsistent car aujourd'hui l'URVN est présente au conseil de développement du Grand Port Maritimes de Marseille et a accès à son projet stratégique.

Site de Donges

THONAILLE : LA BATAILLE POUR LA PROTECTION DES CÉTACÉS CONTINUE

Depuis 2002, pour réduire les prises accidentelles d'espèces protégées telles que les cétacés, l'Europe a décidé d'interdire¹, les filets maillants dérivants répondant à certains critères.

Pourtant...malgré la prise de conscience européenne de la nocivité de ces filets et des thonailles, l'Etat français avait cédé sous la pression des professionnels en autorisant en 2003 l'utilisation des filets contestés en Méditerranée.

A la demande de France Nature Environnement et du Groupe de recherche sur les cétacés (GREC), la justice française avait déjà constaté le non-respect de cette interdiction² et annulé l'autorisation donnée aux pêcheurs d'utiliser ce filet.

Malheureusement, les pêcheurs ont continué à utiliser cette technique de pêche, ce qui a conduit la CJCE à sanctionner la France pour son refus de contrôler et sanctionner concrètement l'exercice de cette pêche³.

FNE et les associations locales resteront vigilantes sur le respect effectif de cette décision sur le terrain par l'Etat français, récalcitrant depuis si longtemps sur ce dossier.

1. Règlement CE n° 1239/98 du 8 juin 1998 modifiant le règlement CE n° 894/97 prévoyant certaines mesures de conservation des ressources de pêche

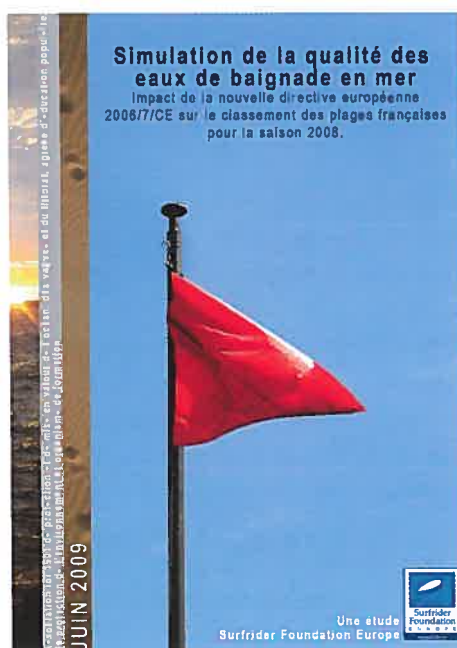
2. CE, 10 août 2005, n° 265034

3. Arrêt de la CJCE (Cour de Justice des communautés européennes), 5 mars 2009, Affaire n° C 556/07



© Ricardo Liberato

QUALITÉ DES EAUX DE BAINNADE : 3^{EME} ÉDITION DU RAPPORT DE SURFRIDER FOUNDATION



Plus de 1970 plages françaises passées au crible dans une étude de Surfrider Foundation Europe. Lors du Grenelle de la mer, Surfrider s'est mobilisé pour convaincre tous les acteurs de travailler ensemble et se préparer au plus tôt à la nouvelle réglementation européenne sur les « eaux de baignade ».

La nouvelle directive européenne (2006/7/CE) relative à la qualité des eaux de baignade, adoptée en 2006 par le Parlement européen, sera applicable en 2015 au plus tard. Pour la troisième année consécutive, Surfrider a décidé d'étudier les conséquences de l'application de cette nouvelle directive sur le classement des plages françaises dès aujourd'hui.

Le verdict de cette simulation, sur plus de 90 000 données officielles, est pour le moins préoccupant : en 2015, 27% des plages risqueraient d'être déclassées dont 171 plages non conformes, soit près d'1 sur 10 ! Ce rapport démontre que si nous n'engageons pas les travaux nécessaires rapidement, de nombreuses plages pourraient être « fermées » c'est-à-dire interdites à la baignade. Les bons résultats obtenus cette année avec la directive actuelle ne doivent pas nous faire oublier tous les efforts qu'il reste à entreprendre pour être aux normes de la nouvelle directive.

Le rapport français est en ligne sur : www.surfrider.eu

MARÉE NOIRE :

LES SUITES DU NAUFRAGE DU PRESTIGE



Le 13 novembre 2002, le Prestige, se cassait en deux et faisait naufrage par plus de 3000 m de fond au large de la Galice. Une nouvelle marée noire venait souiller les côtes européennes après celles de l'Erika (1999).

Après plusieurs années d'enquête, le dossier a été renvoyé devant la justice espagnole qui a d'ores et déjà écarté toute responsabilité des autorités espagnoles au grand désespoir des parties civiles dont de nombreuses associations membres de FNE¹. Seul le capitaine et deux marins serviront de lampistes dans cette affaire niant ainsi les conséquences désastreuses des décisions prises par les autorités espagnoles d'éloigner le navire.

1. FNE, LPO, SEPANSO, Bretagne Vivante...

RISQUE INDUSTRIEL :

POLLUTION À L'ACIDE SULFURIQUE EN NOUVELLE CALÉDONIE

La Société Vale Inco exploite une usine de nickel en Nouvelle-Calédonie. Le 1^{er} avril 2009, un incident technique a provoqué le déversement de milliers de litre d'acide sulfurique concentrée à 98% dans une rivière qui se jette dans la baie de Prony, zone tampon du Grand lagon sud.

Il s'agit de l'un des six sites du récif corallien inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco et des milliers de poissons et de crustacés, parmi lesquels des espèces endémiques, ont été détruits.

Une plainte a été déposée par la Province Sud et France Nature Environnement envisage également d'engager une action aux côtés des associations locales.

© Thomas Cuelho





© Stefan



© Jean-Luc Philippe

SANTÉ

FNE SE MOBILISE POUR L'EAU DU ROBINET

Une campagne du WWF alerte sur la présence de polluants comme les résidus de pesticides et de nitrates dans les nappes phréatiques, qui se retrouvent dans l'eau du robinet et menacent la santé. Avec Agir pour l'environnement et ACME, FNE rappelle que si ces polluants sont en effet relevés dans l'eau du robinet, l'eau de source en bouteille est le plus souvent prélevée dans ces mêmes nappes. Elle peut aussi contenir un certain nombre de polluants : deux études scientifiques de 2006 et 2008 soulèvent la question de la migration du plastique de la bouteille vers l'eau. Et sur les 6 milliards de bouteilles plastiques jetées à la poubelle chaque année, seulement la moitié sont recyclées.

Mais la qualité de l'eau potable en France doit être indiscutablement améliorée. Les associations invitent les citoyens à solliciter massivement les pouvoirs publics locaux et nationaux pour que l'eau du robinet, publique et jusqu'à 100 fois moins chère que l'eau en bouteille, soit de bonne qualité partout en France.

EAU

FNE INVITE ERIK ORSENNA

L'académicien est aussi un fou de bateau et un voyageur averti. Dans son dernier ouvrage, un carnet de route intitulé *L'avenir de l'eau*, il livre son expérience et son analyse autour des grandes questions de l'eau, comme les barrages ou les conflits d'usage. C'est donc tout naturellement que France Nature Environnement et l'Agence de l'eau Loire-Bretagne l'ont convié à Orléans le 12 mai à échanger autour du thème *"Voyages autour de l'eau - Quel avenir pour l'eau ici et ailleurs ?"*.

Serge Lepeltier, ancien ministre, maire de Bourges et président du comité de bassin Loire-Bretagne, et Jean-Luc Trancart, directeur délégué de Lyonnaise des Eaux, ont également partagé leurs expériences de politique et de professionnel de l'eau. Ces trois témoignages forts ont permis au grand public de mieux comprendre l'urgence à agir. Ces débats étaient orchestrés par Bernard Rousseau, responsable des politiques Eau de FNE.

L'avenir de l'eau, petit précis de la mondialisation 11, Erik Orsenna, éd. Fayard.

Le site internet dédié à la directive cadre sur l'eau : eau.fne.asso.fr

1





TRANSPORTS

FNE S'OPPOSE AUX MÉGA-CAMIONS

Plus de 25 mètres de long. Plus de 40 tonnes. En découvrant ces chiffres, on comprend tout de suite que les méga camions sont des monstres roulants. Pourtant, leur expérimentation sur les routes vient d'être autorisée par le Ministère des Transports. FNE se mobilise et dénonce leur impact sur l'environnement, leur impact sur la sécurité

routièrre, leur coût pour les collectivités publiques et l'Etat puisque nombre d'infrastructures et ouvrages d'art ne sont pas adaptées pour leur passage. Une pétition demandant l'arrêt immédiat de cet essai peut être signée en ligne directement sur notre site :

www.fne.asso.fr/petitions/html.

OGM

UN MEMBRE DE FNE
À LA VICE-PRÉSIDENTENCE
DU HAUT CONSEIL
DES BIOTECHNOLOGIES

Frédéric Jacquemart, représentant France Nature Environnement au Haut Conseil des Biotechnologies (HCB), vient d'être élu au poste de vice-président du Comité économique, éthique et social. Le HCB a pour mission d'éclairer le gouvernement sur toutes questions sur les OGM ou toute autre biotechnologie. Au sein du HCB, le comité économique, éthique et social a un rôle limité puisqu'il ne pourra formuler que des recommandations à partir du seul avis du comité scientifique. Mais il offre la possibilité à la société civile de s'exprimer sur les OGM dans un cadre réglementaire.



© Sébastien Godelroy



NUCLÉAIRE

FLAMANVILLE : NOTRE RECOURS EST REJETÉ, NOTRE DÉTERMINATION RESTE INTACTE

Fin avril, le Conseil d'Etat a rejeté le recours de FNE et plusieurs autres associations contre le décret autorisant la création d'une nouvelle installation nucléaire comportant un réacteur de type EPR sur le site de Flamanville (Manche). FNE est toujours aussi mobilisée.

Pour FNE, la décision de construire un nouvel EPR (European Pressurized Reactor, réacteur nucléaire à eau pressurisée) à Flamanville a été prise avant tout débat public. C'est sur ce motif que nous avons demandé, avec d'autres associations, l'annulation de l'autorisation d'exploitation de cette centrale. Mais le Conseil d'Etat a rejeté notre recours. Le Conseil d'Etat n'a pas tenu compte de l'argument selon lequel il est évident que l'Etat a organisé un simulacre de débat public, alors que la décision de créer ce réacteur EPR était déjà prise. Cette décision de justice ne cautionne nullement la politique nucléaire du gouvernement. Elle signifie surtout que le juge n'entend pas endosser une responsabilité qui incombe aux élus.

FNE regrette cette décision. « Nous avons pris acte de la décision du Conseil d'Etat, commente Sébastien Genest. Mais notre détermination demeure intacte. Nous restons opposés à une progression du nucléaire qui va de pair avec la régression de la démocratie. Et rappelons qu'au lendemain du Grenelle, il a été décidé de réduire la part du nucléaire dans notre consommation d'énergie. »

Dès le début 2006, FNE avait déjà saisi la Commission Nationale du Débat Public pour que tous les acteurs puissent se prononcer sur la construction de l'EPR à Flamanville, dans le département de la Manche, sur la côte Ouest de la péninsule du Cotentin.

Malheureusement, le Président de la République a annoncé fin janvier la création d'un second EPR à Penly, en Seine-Maritime, près de Dieppe. Nous avons tout de suite dénoncé une erreur historique et l'absence de concertation. A ce rythme-là, le débat public est dévoyé et sert alors de paravent à des choix irrationnels.



© David Sommerfeld

« Nous avons pris acte de la décision du Conseil d'Etat, commente Sébastien Genest. Mais notre détermination demeure intacte. Nous restons opposés à une progression du nucléaire qui va de pair avec la régression de la démocratie. Et rappelons qu'au lendemain du Grenelle, il a été décidé de réduire la part du nucléaire dans notre consommation d'énergie. »

BOIS ILLÉGAL

FNE SE MOBILISE POUR L'ADOPTION D'UNE LOI EUROPÉENNE DÉCISIVE

par **Grégory Jean**, chargé de mission Forêt internationale de FNE

En avril dernier, les députés européens ont voté un renforcement considérable de la proposition initiale de règlement visant à enrayer les importations de bois illégal en Europe. FNE, avec d'autres ONG, s'est mobilisée pour inciter les députés français à soutenir ce renforcement.

L'exploitation illégale de bois a de multiples conséquences néfastes : perte de la biodiversité, affaiblissement des capacités de stockage naturel, dérèglement du cycle de l'eau... Chaque année, plus de 26 millions de m³ de bois illégaux rentrent sur le marché de l'Union Européenne et 16 à 19% des importations de bois y sont d'origine illégale. Les pratiques sylvicoles destructrices alimentent dans les pays producteurs des conflits sociaux durables liés au crime organisé, au blanchiment d'argent ou aux violations des droits de l'homme. Les pertes fiscales du secteur de l'exploitation forestière dues à l'inaction coûtent à l'économie mondiale entre 2000 et 5000 milliards d'euros par an.

Face à ce constat, la commission européenne a présenté le 17 octobre 2008 un projet de règlement européen établissant les obligations pour les opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché européen. Cette proposition de loi demande aux acteurs de la filière qui mettent en premier du bois sur le marché communautaire de minimiser les risques que du bois illégal pénètrent sur le marché européen : c'est le concept de « diligence raisonnable ».

Le 17 février 2009, la commission environnement du parlement européen a voté une série d'amendements renforçant la proposition de loi, validée par un vote en plénière le 24 avril.

Pour FNE, si la certification forestière reste un instrument essentiel de la gestion durable des forêts, elle ne pourra enrayer à elle seule le fléau de l'exploitation illégale. Une loi européenne forte et structurant les filières bois à l'échelle internationale doit être la toile de fond de la lutte contre la déforestation massive dont souffrent les forêts, notamment tropicales et boréales.

C'est pour cette raison que FNE a œuvré et soutenu le renforcement du texte voté par le parlement européen en exhortant les eurodéputés français à s'engager plus avant vers un règlement plus efficace et en leur délivrant une liste de 10 recommandations pour combler les failles présentes dans le rapport de la commission.



La France doit en effet impérativement soutenir les modifications apportées par le parlement en supportant l'établissement :

- d'obligations claires pour accompagner les opérateurs à faire face à leurs obligations ;
- d'une responsabilité partagée par l'ensemble de la filière bois et pas seulement par celui mettant du bois en premier sur le marché européen ;
- de sanctions réellement dissuasives avec un système de peines planchers ;
- d'un cadre assurant l'indépendance et la fiabilité des organisations de contrôle.

FNE demande aussi au gouvernement français de réitérer son engagement envers une traçabilité complète, formulé lors du Grenelle de l'environnement et répété depuis par le MEEDDAT, afin d'enrayer de manière décisive le commerce illégal de bois et les conséquences dramatiques qu'il engendre.

Le bois illégal, c'est chaque année :

26 millions de m³

16 à 19% des importations de bois

entre 2000 et 5000 milliards
d'euros par an

RAPPORT SUR LA BIODIVERSITÉ

LA NATURE N'A PAS DE VALEUR... ET SI NOUS LUI EN DONNIONS UNE?

C'est une grande première en France. Des économistes ont travaillé ensemble sur la question des ressources naturelles. Fin avril était dévoilé le « Rapport sur l'approche économique de la biodiversité ».



© Sapavero

France Nature Environnement a participé activement à la rédaction de ce texte intitulé *L'approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes*. Ces 300 pages constituent un virage intellectuel et culturel dans la représentation et la défense du vivant.

**Ce rapport part d'un constat très simple :
aux yeux de certains, les ressources
naturelles n'ont pas de valeur économique,
puisque elles n'ont pas de prix au sens littéral.**

Elles sont donc gaspillées alors qu'elles sont limitées. Avec une telle conception, ce sont nos enfants qui passeront à la caisse et la facture sera lourde.

Il devenait donc urgent d'évaluer le coût pour la biodiversité des choix qui sont opérés par l'Etat ou les entreprises. C'est la raison pour laquelle le Premier ministre a confié cette mission à Bernard Chevassus-au-Louis, inspecteur général de l'agriculture, dans le cadre du Centre d'analyse stratégique (CAS). Entouré d'un groupe de travail, auquel participait France Nature Environnement, il a tenté de répondre à une question fondamentale : comment élaborer des valeurs de référence pour les services écologiques rendus par la biodiversité ? Il y a urgence.

le chiffre du rapport

La perte des services écologiques induite par la dégradation de l'environnement pourrait représenter « jusqu'à 7% du PIB mondial en 2050, ou encore 13 938 millions d'euro par an ».

Avec une certaine prudence, ce rapport propose donc une méthodologie pour calculer le coût de la biodiversité. Il souligne la nécessité d'aborder la question avec une approche globale, transversale : cette valeur donnée au vivant doit être à la fois juridique, éthique, sociologique et économique. Seconde condition, rester vigilant aux risques de dérive :

**compenser ses atteintes
à la biodiversité ne donne jamais
droit à la détruire.**

Troisième point, ne pas forcément passer, comme pour le carbone, par un marché de la biodiversité, basé sur un système de quotas.

Si ces questions de méthodologie peuvent paraître techniques, elles devraient faciliter la prise d'engagements concrets de la part de l'Etat, comme l'inversion de la charge de la preuve ou le financement des politiques de recherche et de prévention des risques. Les entreprises pourront quant à elles intégrer une ligne « coût pour la biodiversité » dans leurs livres de compte et prendre des mesures concrètes dans leur choix d'investissement.

Demain, grâce à des travaux comme celui-ci, nous parlons peut-être davantage du coût de l'absence de protection de l'environnement. Espérons que cette nouvelle perception de la biodiversité suscitera des engagements concrets. Au niveau international, la lutte contre l'effondrement de la biodiversité est un objectif pour 2010 pour de nombreux Etats, à en croire les déclarations internationales. Autant dire maintenant.

Consulter le rapport « Approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes » :

<http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/Resumerapportbiodiversite.pdf>

SUCCÈS CROISSANT POUR LA FÊTE DE LA NATURE!



Lors du week-end des 16 et 17 mai, grâce à la mobilisation de nombreux acteurs, la Fête de la Nature a proposé 1 414 événements grand public sur la biodiversité. Soit le double du nombre proposé lors de la première édition en 2007. Comme certains événements figurant dans le programme officiel regroupaient plusieurs ateliers ou sorties, le nombre total de manifestations proposées est estimé à 3 000.

355 des 1 414 événements de cette troisième édition étaient organisés ou encadrés par les associations affiliées à FNE. Les 134 structures concernées ont rivalisé d'imagination pour proposer un large et attractif panel d'activités : découverte d'une espèce ou d'un milieu particulier, jeux et rallye nature, construction de nichoirs, balade contée, etc. La météo capricieuse aura rendu la participation extrêmement variable d'une manifestation à l'autre. Mais il est certain que les quelques 200 000 personnes qui ont répondu à l'appel de l'association Fête de la Nature sont reparties avec des images plein les yeux et le plaisir d'avoir découvert des trésors naturels insoupçonnés.

Certains auront même appris des particuliers qui ont ouvert leur jardin dans le cadre de cette Fête, que chacun peut, par des gestes simples, respecter et préserver la biodiversité. Par son week-end spécial sur l'île de Ré, la LPO aura, quant à elle, montré que la nature peut être au centre d'une dynamique territoriale nouvelle.

Enfin, l'organisation sans faille par Nature & découvertes du Festival de la nature à Lormont (Gironde), a conquis le public présent, malgré les perturbations pluvieuses. Parmi les grands moments de ce festival, notons cette heure de direct sur France 3 durant laquelle Pierre Davant, président de la SEPANSO, a expliqué les enjeux environnementaux de l'Aquitaine et l'annonce par comédienne Isabel Otero de la création des Elzéar, collectif d'artistes au service de la nature.

FNE vous donne à nouveau rendez-vous les 22 et 23 mai 2010 pour la quatrième Fête de la Nature, qui aura une résonance particulière puisque l'Union européenne s'est engagée à stopper l'érosion de la biodiversité d'ici cette date.



GRENELLE DES ONDES

LE RAPPORT FINAL, UN SIMPLE POINT D'ÉTAPE

Le 25 mai a été rendu le rapport final de la Table ronde radiofréquences, santé et environnement. FNE était représentée par José Cambou. Le point à mi-chemin.

Lors de ces rencontres, la prise en compte de l'exposition globale subie par chaque individu, quelque soit son âge et le moment de la journée, a été le souci constant de José Cambou, pilote du réseau santé environnement. Le principe d'expérimenter des valeurs plus basses que celles en vigueur a été accepté. Une démarche positive selon elle, tout comme l'intention d'adopter la meilleure technologie disponible. Des expérimentations vont être menées dans des villes volontaires et la liste des candidates s'allonge régulièrement.

Mais, malgré la demande de FNE, le moratoire sur les implantations d'antennes ne sera pas mis en place. « *Son instauration aurait été un signal fort à destination des associations et du grand public. Un éclairage actualisé et sérieux sur les risques sanitaires est nécessaire avant toute nouvelle décision d'implantation d'antennes* », explique José Cambou. Pas de réponse non plus sur la mutualisation des antennes existantes. Cette solution permettrait pourtant de limiter l'exposition des riverains aux émissions.

ELUS ET DÉMOCRATIE LOCALE. TOUT RESTE À FAIRE !

Les élus locaux doivent être au cœur du processus de concertation et de décision d'implantation des antennes. Mais d'après ce qu'a annoncé Nathalie Kosciuszko-Morizet, les plans de déploiement au niveau des communes seront désormais validés par les préfets. Les décisions d'implantation doivent pourtant être sous l'autorité du maire. Les membres d'une copropriété, les habitants d'une HLM doivent eux aussi pouvoir faire entendre leur position. Ce début de réponse est pour l'instant insuffisant. La décentralisation, pourtant pas nouvelle, n'est pas prise en compte.

Autre question en suspens, celle du maintien des systèmes filaires face à la généralisation des systèmes sans fil : wi-fi, wi-max, sans fil domestiques (DETC), etc...

UNE INFORMATION PLUS COMPLÈTE ET LARGEMENT ACCESSIBLE

La volonté d'information et de transparence vis-à-vis de la population générale, des travailleurs et des professionnels de santé est là. Parmi les mesures concrètes, l'affichage obligatoire du « débit d'absorption spécifique » (DAS, indice qui mesure le niveau de radiofréquences émis par un portable à pleine puissance) des téléphones mobiles avant l'achat est annoncé pour septembre. Les consommateurs doivent pouvoir faire un choix éclairé.

TRAVAUX EN COURS

FNE continue de participer à ce processus, les ministres Nathalie Kosciuszko-Morizet, Chantal Jouanno et Roselyne Bachelot ayant confirmé la réunion d'un comité de suivi à l'automne, dès que l'avis de l'Afsset sera disponible. Un comité opérationnel chargé des modélisations et des expérimentations sur l'exposition et la concertation devait débiter ses travaux le 7 juillet. José Cambou y participe. Deux groupes de travail restreints devaient être installés le 9 juillet. Le premier est chargé de formaliser des besoins en matière d'information. Le second devrait proposer des scénarios d'évolution de l'organisation de la recherche. Leurs conclusions seront proposées au comité de suivi. Deux chantiers importants demeurent : le problème des seuils d'antenne et la question de la démocratie locale.



STOCKAGE CARBONE

LA STRATÉGIE DES SHADOKS

Fin mai, la société Total a obtenu l'autorisation d'enfouir 120 000 tonnes de CO₂ pendant deux ans sur le site industriel de Lacq (Pyrénées-atlantiques). Les associations ont déposé un recours. La technique de Capture et de Stockage de Carbone présente plusieurs risques inacceptables. Explications.

La CSC est énergivore. C'est ce que note d'ailleurs Claude Birraux, député UMP de Haute Savoie, dans un rapport parlementaire de mars 2009. « *Le CSC est d'ailleurs présenté comme une technologie de l'énergie, alors qu'en soi, il ne procure aucun apport nouveau d'énergie (...) il induit au contraire une consommation supplémentaire d'énergie* ». La CSC utilise en effet de l'énergie pour les opérations de capture, de transport et d'injection souterraine.

La CSC est polluante. Cette technologie a pour raison première le développement des centrales thermiques au charbon à l'heure où, au contraire, il faut développer les sources d'énergies renouvelables, les économies d'énergie et l'efficacité énergétique.

La CSC présente des risques pour l'environnement. L'enfouissement industriel de carbone sous terre présente des risques pour la santé et l'environnement qui ne sont pas maîtrisés. Mais aucune expertise indépendante et contradictoire n'a été financée à ce sujet. Total a fait appel au BRGM qui... est engagé en faveur de la CSC !

La CSC est coûteuse. Elle peut « doubler le coût de fonctionnement d'une centrale et, par conséquent, aboutir à une augmentation du coût de l'électricité de 21 à 91% » (cf. rapport Greenpeace « Faux espoir » de mai 2008).

La CSC est en retard. Les industriels eux-mêmes soulignent que la CSC ne sera pas opérationnelle avant 2030. Or, nous devons réduire drastiquement nos émissions de GES dès 2015....

La CSC n'est pas viable. Selon l'Agence internationale de l'énergie, il faudrait créer plus de 6000 installations de CSC, chacune d'une capacité d'enfouissement d'1 million de tonnes de CO pour espérer stocker 20% de émissions mondiales de GES. Or, les cavités géologiques adéquates et non exposées à un risque sismique sont rares et l'acceptabilité sociale de ce procédé est très incertaine.

La CSC est fondée sur un mensonge. Elle ne permet pas de réduire mais juste d'enfouir nos émissions de gaz à effet de serre. Ce qui consiste à planquer nos émissions sous le tapis !



Site industriel de Lacq

LE PRINCIPE POLLUÉ / PAYEUR OUBLIÉ

A Lacq, Total sera le seul bénéficiaire du projet et le contribuable sera mis à contribution avant et après les opérations d'enfouissement. L'autorisation délivrée à Total prévoit la prise en charge de la surveillance du site après injection, et donc des éventuels problèmes, par... l'Etat.

UN PROJET ILLÉGAL

Aucune loi n'autorise la Capture et le Stockage de Carbone. Le projet d'enfouissement de Total à Lacq a été autorisé par l'Etat de manière illégale, après un simulacre de concertation. La démocratie écologique doit être restaurée. FNE et ses associations ont demandé très clairement un moratoire sur tout projet de CSC, l'organisation d'un débat public, un débat parlementaire et une expertise réellement indépendante des risques.



CONTRIBUTION CLIMAT ENERGIE

FNE CONTRIBUE À LA CONTRIBUTION

par **Thomas Matagne**, membre de la cellule Climat-énergie de FNE

Jeudi 2 et vendredi 3 juillet se déroulait la Conférence des experts sur la Contribution Climat Energie (CCE). FNE soutient cette initiative et livre ici sa conception de ce nouvel outil de régulation.

Toutes les pollutions et atteintes aux ressources naturelles induisent des coûts pour la société. Lorsqu'un bien commun, tel que le climat, est affecté par les activités humaines, les coûts sont très diffus et difficilement perceptibles : les auteurs des dégradations ne sont pas forcément ceux qui en paient les conséquences. Les victimes sont éloignées soit dans l'espace (réfugiés climatiques de petites îles...), soit dans le temps (les générations futures connaîtront sûrement davantage d'événements météorologiques extrêmes...) des auteurs des dégradations (les pays industrialisés sont responsables de 77% des émissions historiques mondiales). Les coûts des changements climatiques ont été évalués à 135 milliards de dollars par an dès aujourd'hui et à l'équivalent de 5 à 20% du PIB mondial à l'horizon 2050.

UNE CONTRIBUTION CLIMAT ÉNERGIE POUR RÉDUIRE LES COÛTS GLOBAUX...

Un moyen structurant de faire changer les comportements est d'obliger les pollueurs à payer les conséquences de leur action : il faut donner un « signal-prix » relatif aux pollutions et aux atteintes au patrimoine naturel. En obligeant tous les agents économiques (ménages, entreprises, administrations) à intégrer les conséquences climatiques de leurs achats à tout instant, on change globalement les comportements en faveur de l'environnement.

C'est précisément le premier objectif de la CCE. Toute entreprise obligée de payer si elle pollue est incitée à faire le choix d'un investissement plus coûteux au départ mais qui lui permettra d'éviter de payer les conséquences de sa pollution à long terme. Au niveau global, il a été montré que l'ensemble de la société est gagnante car le surcoût pour l'entreprise est plus petit que le gain pour la société. Il coûte globalement plus cher de ne pas agir que d'agir !

photo prise dans les Landes après la tempête de janvier 2009



LA CONTRIBUTION CLIMAT ENERGIE S'INSCRIT DANS UN CONTEXTE GLOBAL DE RÉGULATION PUBLIQUE

Les pouvoirs publics, garants de l'intérêt général, sont les seuls à pouvoir imposer aux acteurs d'une société de changer leurs comportements. Ils ont commencé à le faire pour les émissions de gaz à effet de serre, notamment par le fameux système de « quotas échangeables européens » qui touchent les grosses industries polluantes, qui fonctionne globalement, même s'il est perfectible.

Cependant, ce système ne touche que 40% des émissions européennes de gaz à effet de serre... 60% des émissions sont toujours « gratuites » et il n'existe aucune incitation pour les réduire. La CCE vise à compléter ce dispositif en couvrant la totalité de l'économie concernant les émissions liées à l'énergie, et en particulier les émissions diffuses (transports, petites consommations...).

LA CONTRIBUTION DOIT PORTER SUR LES GAZ À EFFET DE SERRE ET L'ÉNERGIE

Afin de permettre une mise en place rapide, la solution la plus simple serait d'appliquer la Contribution à toutes les consommations énergétiques (exceptées celles des entreprises soumises à quotas, déjà sous contraintes de réduction). La sobriété et l'efficacité énergétiques sont les premières solutions aux deux crises climatiques et énergétiques afin de réduire la consommation énergétique globale. Il faudra donc appliquer un taux qui repose à la fois sur les émissions de GES et sur l'énergie consommée en tant que telle.

Si la CCE repose uniquement sur les émissions carbonées, on risque d'assister à un transfert inconsidéré des consommations vers l'électricité. La situation particulière de la France, dont la production électrique est à 79% électro-nucléaire, peut donner l'apparence de « propreté ». FNE rappelle que le nucléaire n'est une énergie ni « propre », ni sans danger, ni inépuisable, et que son bilan carbone est faussé... il faut donc en faire l'économie autant que possible.

LE TAUX DE LA CCE DOIT AUGMENTER DE MANIÈRE PRÉVISIBLE

Afin de permettre les investissements de long terme, il faut dès aujourd'hui avertir les agents économiques. Plus le prix de l'énergie sera élevé, plus les pollutions diminueront. D'après un très officiel rapport du Conseil d'Analyse Stratégique, afin d'atteindre les objectifs de réductions de la France, il faudrait un prix de la tonne de carbone de 32€ en 2010 puis une augmentation de 4% par an (100€ en 2030).

SECOND OBJECTIF DE LA CCE : UTILISER LES RESSOURCES DÉGAGÉES POUR TRANSFORMER L'ÉCONOMIE

FNE s'est prononcée pour une contribution indépendante du reste de la fiscalité, puisqu'elle n'a pas vocation à assurer un revenu pérenne à l'Etat, aux collectivités territoriales ou au système de sécurité sociale. En effet, la CCE vise à réduire les consommations énergétiques et les émissions de GES : les recettes sont donc amenées à diminuer à long terme.

La « manne financière » que peut représenter la CCE risque fort d'aiguiser de nombreux appétits. Quelles que soient les solutions techniques retenues et leurs modalités de mise en œuvre, FNE jugera les propositions à l'aune de deux critères fondamentaux :

- la réorientation des activités de production, de transport, de distribution et de consommation pour lutter efficacement contre le changement climatique, mais aussi pour qu'elles soient plus innovantes, plus économes en énergie (et en ressources matérielles), plus respectueuses de la santé, des conditions de travail, du cadre de vie et de l'environnement en général.
- le caractère socialement équitable des mesures : les catégories les plus pauvres sont davantage affectées par un environnement de mauvaise qualité. Il serait injuste d'ajouter à ces inégalités initiales un système de protection de l'environnement qui serait globalement régressif. Tout ceci implique la constitution d'un ensemble de politiques de soutiens et de transformation de l'économie ainsi que d'adaptation sociale, avec une attention particulière pour les ménages peu favorisés.

En somme, la Contribution Climat Energie est un outil structurant essentiel pour amorcer les mutations économiques nécessaires en faveur desquelles FNE se prononce. Cependant, les modalités d'élaboration pourraient dénaturer l'objet de la contribution ou avoir des impacts sociaux ou économiques inacceptables. Il faudra donc être particulièrement attentif aux débats de la « Conférence des experts » ainsi qu'à l'utilisation qui en sera faite...

1. Human impact report : the anatomy of a silent crisis. publié en juin 2009 par le Global Humanitarian Forum, présidé par Kofi Annan.

TENSION EN HAUTE SAVOIE

Démagogie politique, injures, menaces, manifestations, surenchère médiatique, dialogues stériles ...

L'ambiance qui a prévalu à l'arrivée du loup dans les Alpes du Sud en 1992, se retrouve aujourd'hui en Haute-Savoie. À croire qu'il est impossible de tirer des leçons de l'expérience du passé. À Le loup est-il une variable d'ajustement pour apaiser les tensions sociales ?



UN RETOUR DU LOUP RÉCENT EN HAUTE-SAVOIE

Quelques individus seraient actuellement présents. Les dégâts restent pour l'instant modestes au regard de la situation dans les autres départements. Ainsi, 34 attaques entraînant la perte de 247 brebis, 7 caprins et 2 bovins ont été recensées en 2007. L'année 2008 a connu un nombre plus important d'attaques, mais le nombre de bêtes perdues est moindre, démontrant sans doute l'extension et l'efficacité de la protection des troupeaux.

UN BRACONNAGE QUI MET LE FEU AUX POUDRES

A la mi-février 2009, un chasseur, excédé par des attaques répétées sur les chevreuils tire sur un loup alors qu'il attaquait un chamois sur la commune du Petit-Bornand-les-Glières. Le braconnier a été érigé en héros local. Les associations de chasse accusent le loup de faire disparaître « leurs » ongulés. Les associations de protection de la nature portent plainte et se constituent partie civile et tentent tant bien que mal d'apporter des réponses aux contre-vérités relayés par la presse locale en mal de spectaculaire. Les députés en réfèrent au gouvernement.

Par Jean-David ABEL,
pilote de la mission *Loup* de FNE

UN EMBALLEMENT JUSTIFIÉ ?

Il est vrai qu'en certains endroits, le loup porte ses attaques sur des zones plus proches des habitations. Ces attaques peuvent être expliquées par le fait que les proies sauvages, lors d'hivers rigoureux et prolongés, gagnent des zones où la couche de neige est moindre et les zones d'herbage plus accessibles. Il est vrai aussi que l'arrivée du loup dans un nouveau territoire porte un coup dur aux proies sauvages qui s'accompagne d'un phénomène de dispersion rendant l'effort de chasse plus important.

TROP DE CONCESSIONS

Après cet énième braconnage, une attitude courageuse de l'État était attendue. Il a pratiqué l'inverse en proposant le prélèvement d'un loup, et ce malgré le tir illégal d'un individu. FNE a alerté le ministère de l'écologie du danger représenté par une telle décision. D'une part, d'un point de vue biologique, la réalisation d'un prélèvement en cette période risque de conduire au tir d'une femelle dominante gestante qui pourrait entraîner l'éclatement de la meute et des dommages accrus. D'autre part, un dommage à la faune sauvage n'entre pas dans le champ des dérogations prévues par la réglementation qui n'autorise le tir d'un loup que suite à des dommages importants sur le cheptel domestique. Malheureusement, à peine l'autorisation de tir entrée en vigueur, une louve gravide a été abattue alors qu'elle attaquait un troupeau.

Ensuite, sans concertation, l'État a retiré le loup de la liste des espèces menacées. Les espèces listées requièrent une attention particulière du fait des menaces qu'elles rencontrent. Par le retrait du loup de cette liste, l'examen des dérogations (tirs officiels) est transféré aux préfets de départements. Sans mettre un terme à la protection de l'espèce, on peut légitimement s'interroger sur les conséquences de ce retrait.

Enfin, le protocole de tir applicable pour la saison 2009/2010 est entré en vigueur le 5 juin dernier. Comme l'a indiqué FNE, même s'il reprend les principales dispositions des années précédentes et conditionne toujours les mesures d'effarouchement et de tir à la mise en œuvre effective des mesures de protection des troupeaux, cet arrêté introduit de nouvelles dispositions que FNE juge inacceptables.

- Des tirs de prélèvement pourront être autorisés au-delà de la période de présence des troupeaux en alpage, c'est à dire en hiver. Comme pour le tir de Haute-Savoie, cette disposition ne respecte pas l'esprit des dérogations qui veut qu'un tir d'une espèce protégée doive se justifier par des dégâts.

- Les tirs sont autorisés dans les nouvelles zones de présence du loup, comme le Cantal ou les Pyrénées-Orientales. Alors que l'espèce n'est pas encore installée, le bon

sens voudrait que l'on mise sur une mise en place rapide des mesures d'effarouchement et de protection des troupeaux, un soutien logistique et technique des éleveurs plutôt qu'à des tirs qui visent en fait à limiter l'expansion géographique de l'espèce.

- Le quota pourra être augmenté par décision ministérielle s'il est atteint avant la fin du protocole. FNE rappelle que le quota est fixé selon des critères scientifiques basés notamment sur l'effectif de loups présents. Permettre son extension, c'est en fait supprimer le quota.

MAIS ALORS QUELLE GESTION DE L'ESPÈCE ?

La pression sociale actuelle remet au goût du jour un vieux serpent de mer : le zonage. FNE a déjà eu l'occasion d'expliquer son opposition à cette mesure qui viserait à définir des zones où le loup serait accepté et d'autres où sa présence serait incompatible avec la présence et les activités humaines. FNE estime que cette gestion constitue un non-sens biologique parce que la possibilité d'installation du loup montre une variabilité très importante. Comment alors déterminer les zones où il sera accepté ou banni ? Cela constituerait de plus un piège parce que personne, ni l'État, ni les syndicats ovins et encore moins les associations, ne sauront dire à un éleveur du Vercors qu'il doit vivre avec le loup tout en lui expliquant que cela n'est pas le cas dans le Dévoluy ou les Baronnies. De plus, il est évident que sous la pression des politiques et des professionnels, les territoires « dédiés » au loup ne constitueraient plus que des confettis espacés incapables d'assurer une présence viable de l'espèce.

Il est également évoqué la possibilité de mettre en œuvre un plan de chasse du loup qui deviendrait alors un gibier. FNE estime que cette piste ne doit pas être taboue, mais en l'état actuel des populations de loups en France, cela ne peut être envisagé que comme exploratoire. Mise en place trop tôt, cette gestion ouvrirait la porte à des surenchères locales intenable et mettrait en forte difficulté les meutes les plus fragiles. Cette mesure ne se justifie nullement sur le plan biologique et elle n'est pas efficace pour prévenir les dégâts aux troupeaux. Pour l'heure, elle ne constituerait qu'un moyen pour lâcher du lest, un sparadrap psychologique et social.

Convaincue que la cohabitation homme/loup est possible, FNE a déjà accepté la possibilité de tirs ponctuels et encadrés du prédateur. Mais il est évident qu'avec l'augmentation du nombre de loups et leur expansion spatiale, l'émergence probable d'attaques sur les troupeaux en plaine, les associations devront pouvoir porter des propositions acceptables par tous et assurant la viabilité de l'espèce. FNE a su le faire par le passé, elle saura le faire pour l'avenir !



UMINATE DEVIENT FNE MIDI-PYRÉNÉES

3 QUESTIONS À RÉMY MARTIN

A l'occasion du changement de nom et de logo de la fédération régionale Midi-Pyrénées, Rémy Martin, Président de FNE Midi-Pyrénées a accepté de nous donner les raisons de cette mutation.

Pouvez-vous nous présenter FNE Midi-Pyrénées en quelques mots ?

La fédération existe depuis une quarantaine d'années et rassemble plus de 170 associations dont près de 70 qui adhèrent directement sur 8 départements. Midi-Pyrénées est la plus grande région de France avec un déséquilibre fort entre une agglomération toulousaine qui accueille plus de 15 000 nouveaux habitants chaque année et des territoires ruraux faiblement peuplés. Les thèmes sur lesquels nous intervenons sont nombreux. L'équipe salariée est composée de 9 personnes et anime notamment le premier centre de ressources sur l'environnement de la région Midi-Pyrénées ainsi que des actions d'éducation à l'environnement pour lycéens ou adultes.

Jusqu'il y a quelques semaines, FNE Midi-Pyrénées s'appelait UMINATE.

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur ce changement de nom ?

Nous faisons le constat que notre notoriété souffrait de la multitude de noms : FNE, Uminate, Gadel pour le Lot, UPNET pour le Tarn, Uminate 65 pour les hautes-pyrénées.... Outre le fait qu'il fallait à chaque fois expliquer notre adhésion et participation au mouvement FNE alors que dans le même temps des représentations locales de syndicats bénéficiaient de la notoriété de leur réseau national, ceci rendait impossible des campagnes simples et efficaces de communication pour susciter de nouvelles adhésions ou dons. En clair, nous voulions privilégier la défense de la biodiversité à la protection de la diversité des noms des structures. Comme tout changement (et donc même dans nos associations où pourtant nous poussons à un changement radical des comportements et des idées), il a fallu du temps. Mais la nouvelle charte fédérale et la pugnacité ont permis de voter, à une très grande majorité, ce changement de nom. C'est peu de dire que nous sommes fiers d'être la première fédération régionale à le faire !

Mesurez-vous déjà les bénéfices liés à ce changement de nom ?

Oui. La fédération du Tarn et Garonne (Uminate 82) a d'ores et déjà demandé à changer de nom en FNE Tarn et Garonne. Il semble que les fédérations des Hautes-Pyrénées et du Tarn aillent également dans la même direction. Plus concrètement, nous avons des retours d'interlocuteurs venant d'autres régions, qui connaissaient FNE mais pas Uminate. La prise de contact est donc facilitée. Nous allons surtout enfin pouvoir démarrer dans les mois qui viennent une grande campagne d'information visant à développer de nouvelles adhésions dans nos associations.

QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES DE FNE MIDI-PYRÉNÉES

- préservation de la montagne en relation avec des associations membres telles que le CIAPP, Uminate 65, Nature Comminges ou encore le Comité Ecologique Ariégeois.
- amélioration de la qualité des eaux et diminution des consommations. Ce travail est notamment réalisé au sein d'un collectif dont nous sommes à l'origine, le collectif CAP'EAU qui regroupe plus de 40 organisations sur le bassin Adour-Garonne.
- participation active aux débats et commissions dans le domaine du transport, de l'urbanisme : LGV, 2x2 voies Castres-Toulouse, SCOT et inter SCOT agglomération toulousaine....
- développement de l'économie verte notamment grâce au site web www.acheter-durable.com